

DA04 - DOSSIER D'ACCRÉDITATION DE L'OFFRE DE FORMATION DU 1^{ER} ET DU 2^E CYCLE DE L'ÉTABLISSEMENT : FICHE PROJET D'UNE FORMATION DU 1^{ER} ET DU 2^E CYCLE EN VUE DE L'ACCRÉDITATION

CAMPAGNE D'ÉVALUATION 2022-2023

VAGUE C

Établissement demandant l'accréditation : Université de Reims Champagne-Ardenne

Master Droit international	
Caractérisation de la formation	
Intitulé de la formation	Droit international (nomenclature nationale)
Type de cursus	Master
Parcours	Gouvernance globale et européenne pour le développement durable
Lieu(x) de la formation	Campus Croix Rouge (Reims)
Évolution de la formation	<p>(1) Renouvellement à l'identique</p> <p>(2) Renouvellement avec restructuration légère : notamment, changement d'intitulés de parcours (ou mentions pour les formations du domaine de la culture), changement de contenus de formation</p> <p>(3) Renouvellement avec restructuration importante : notamment, modification du nombre et de l'organisation des parcours (ou mentions pour les formations du domaine de la culture)</p> <p>(4) Création issue d'une restructuration</p> <p>(5) Création ex nihilo</p>
Réponse aux recommandations du Hcéres dans l'évaluation du bilan de la formation	
<p>- En vue du renforcement du master sur les réseaux sociaux, les étudiants et leur association seront davantage sollicités et associés à certaines actions de communication en direction du monde professionnel. En parallèle, dans le cadre des modules de méthode dispensés, une attention particulière</p>	

sera portée au développement de la compétence étudiante en matière d'utilisation des réseaux sociaux à des fins professionnalisantes.

- La mention Droit international disposera de son propre conseil de perfectionnement, dans lequel les professionnels seront très largement associés, ce qui favorisera la mise sur pied d'une évaluation interne plus efficiente et le meilleur suivi tant des attentes des étudiants que des besoins des milieux professionnels.
- La mention Droit International prévoit de s'ouvrir à l'alternance, évolution favorisée par la restructuration du master en mention.

Évolution du projet de la formation

Le parcours Intégration européenne et gouvernance globale est rattaché actuellement au master Droit public. La renouvellement envisagé consiste à restructurer le master pour en faire une mention Droit International : cette évolution permettra à la formation d'accroître sa visibilité à l'international, d'améliorer son organisation et son fonctionnement, de même qu'à nouer de nouveaux partenariats.

Dans cette optique, l'équipe pédagogique de la formation Intégration européenne et gouvernance globale souhaite faire évoluer l'intitulé du parcours en Gouvernance globale et européenne pour le développement durable. Ce choix permettra, d'une part, d'élargir le spectre de la zone géographique et territoriale jusqu'alors couverte (Europe) au continent africain (ce qui, pour répondre au souhait de l'URCA, permettra de maintenir une tradition africaniste rémoise en dépit de la disparition du parcours Coopération et développement durable en Afrique et au Moyen- Orient) et, d'autre part, d'intégrer pleinement les objectifs du développement durable (ODD), ainsi que le développement territorial, dans les blocs de compétences à acquérir par les étudiants.

Autre évolution souhaitée en matière d'ouverture et d'adaptation accrue du parcours à l'international, une place plus grande sera accordée à l'anglais comme langue d'enseignement : environ 50 % (10 éléments constitutifs sur 23 prévus) des enseignements et des modalités d'évaluation (tant à l'oral qu'à l'écrit) seront désormais réalisés en anglais.

Les échanges et la coopération avec les autres masters issus de la restructuration seront approfondis, l'organisation des enseignements en blocs de compétences devrait faciliter leur mutualisation partielle, l'organisation de modules professionnalisants communs, et la réalisation de projets collaboratifs.

Le master continuera à être adossé au centre de recherche droit et territoire (CRDT) - plus particulièrement à l'« Axe 3 : Les nouveaux territoires du droit et de la science politique : approches nationales, comparées et internationales », et continuera à fournir des candidats intéressés à poursuivre leur formation dans le cadre du doctorat.

Les contenus des enseignements et les techniques pédagogiques mises en œuvre s'efforceront de tenir largement compte des besoins identifiés de l'environnement professionnel territorial (en termes de postes, de pratiques, de compétences, de culture de travail, etc.). L'insertion professionnelle des diplômés sera notamment favorisée par la réalisation d'un stage obligatoire au niveau M2.

Sur la base de l'expérience passée, la formation renforcera davantage la participation des intervenants professionnels en son sein (enseignement pratique, aide à la recherche de stage, participation au conseil de perfectionnement du master, etc.), de façon à maximiser l'intégration des étudiants dans le tissu des institutions, entreprises, associations et autres structures d'accueil aux niveaux local, régional, national et international (Europe, Afrique en particulier).

L'architecture des cours restera la même pour l'essentiel, mais ceux-ci seront dorénavant articulés en plusieurs éléments constitutifs plus courts de 10 heures CM, permettant une plus grande spécialisation et maîtrise des thématiques considérées comme essentielles. La création de certains modules dédiés (notamment sur les approches conceptuelles en matière de gouvernance et de développement durable) est envisagée, et répondra aux standards de compétence prévus dans la fiche RNCP.

Enfin, en matière pédagogique, une plus grande priorité sera accordée à l'interactivité – notamment dans le cadre des travaux pratiques qui seront dans une grande mesure réalisés en équipes sur des projets structurants.

Une plus grande importance sera dorénavant donnée au caractère professionnalisant du parcours par une mise en situation des étudiants.

S'agissant des flux, il est prévu d'accueillir de 20 à 25 étudiantes et étudiants en M1 et de 15 à 20 au niveau du M2.

Le master visera en particulier à former des spécialistes de la gouvernance globale et régionale (Europe, Afrique en comparaison aux autres régions du monde) et ce dans un système de gouvernance multi-niveaux, et à les rendre aptes et opérationnels pour accompagner les acteurs internationaux (institutions, secteur privé, associatif et médiatique notamment) dans les processus de transformation importants auxquels ces acteurs ont et auront à faire face dans les années à venir pour mettre en œuvre le développement durable (notamment les ODD) et à acquérir les capacités à maîtriser les enjeux de ces changements importants pour l'avenir de nos sociétés.

Parallèlement, la formation dispensée entendra leur fournir les connaissances et les outils professionnels leur permettant de maîtriser les enjeux globaux, européens et ceux présents dans les autres régions du monde et à développer des capacités techniques pour fournir un support à la décision, à la gestion de projets à tout niveau de gouvernance, de maîtriser à la fois les concepts et les techniques de coordination et de négociation mais également de pouvoir soutenir la mise à l'agenda et la gestion des problématiques de développement.

Il fournira à la fois des bases théoriques et des compétences pratiques aux étudiants intéressés par des carrières internationales, le gouvernement, les relations internationales, les organisations internationales, les groupes de réflexion et les ONG.

Il s'adressera également à ceux se destinant à l'enseignement et à la recherche.